

Retraites : la majorité avance-t-elle d'un seul bloc ?



Edouard Philippe réunit aujourd'hui, dimanche 1er décembre, l'ensemble des ministres pour une réunion exceptionnelle consacrée à la réforme des retraites et à la semaine sociale chargée qui s'annonce. Mais la majorité sait-elle vraiment où elle veut aller ?

Avec Arnaud Benedetti

Atlantico : Le Premier ministre a annoncé mercredi le calendrier de la réforme des retraites. Pour autant, la clarté est-elle faite sur ce que contiendra cette réforme ?

Arnaud Benedetti : Tout est clair à partir du moment où l'on comprend la nature profonde du techno-libéralisme. Ce dernier postule sur tout dossier, à l'instar de tout système idéologique hégémonique, que l'objectif n'est pas discutable, mais que seuls les moyens d'y parvenir le sont éventuellement. L'objectif c'est la fin des régimes spéciaux. Les leviers, c'est-à-dire les paramètres d'âge, de calculs, etc., demeurent ouverts. Le Président et le Premier ministre se sont partagés les rôles sur le sujet : le premier en appelle à l'égalité, vieille valeur refuge de l'imaginaire républicain français en dénonçant le caractère, à ses yeux, inégalitaires des 42 régimes spéciaux, l'autre manœuvre sur le plan opérationnel en préconisant la détermination mais en y intégrant la temporalité pour éviter de brusquer l'épiderme social éruptif d'un pays qui n'a pas soldé, loin s'en faut, la crise des gilets jaunes. Chemin faisant le dispositif communicant de l'exécutif, via la presse, égrène quelques ballons d'essais pour donner du mou à la négociation : la pénibilité, les droits familiaux, le décalage de l'entrée à vigueur de la réforme à 2025, etc... Le gouvernement sur-souligne la dimension exorbitante des régimes spéciaux pour minorer le fait que la réforme va au-delà et que c'est tout le système qu'on essaye de faire bouger avec cette idée sous-jacente qui travaille l'opinion selon laquelle, au résultat, on va travailler plus longtemps, cotiser plus, et moins gagner... Si ambivalence il y a de la part du pouvoir, c'est pour des raisons tactiques : occulter cette réalité. Mais l'ambivalence tactique en retour entretient une anxiété sociologique dont la première des conséquences est d'accréditer ce sentiment que l'exécutif ne dit pas la vérité.

L'accumulation du non-dit est source non seulement de confusion mais d'irritation. Et les syndicats les plus engagés dans l'opposition à la réforme ont beau jeu de dénoncer ce discours gouvernemental en chausse-trappes.

Sur ce dossier, la majorité avance-t-elle d'un seul bloc ou est-elle divisée ? Est-ce cela qui crée la confusion dans l'opinion ?

Elle est bien plus inquiète, tétanisée que divisée, ou alors de manière très marginale. La mobilisation à venir s'annonce épaisse, très épaisse. Le soutien de l'opinion est au rendez-vous pour l'instant, nonobstant les désagréments que la grève suscitera immanquablement sur le quotidien du corps social. Le 5 Décembre charrie par ailleurs avec lui le mythe de la convergence, de la coagulation, de l'entrée en mouvement d'autres secteurs susceptibles de se mobiliser pour d'autres mobiles que celui du seul exclusif des retraites. Le problème de l'exécutif est que son impopularité structurelle, sa sociologie élitaire, en font un émetteur, un porteur lourdement handicapé pour promouvoir une réforme qui souffre tout à la fois d'un déficit de lisibilité et d'un coefficient fort de refus. Un autre élément doit être par ailleurs pris en compte : nous sommes à mi-mandat. Au milieu du gué, la majorité a déjà la tête tournée pour partie vers 2022. Sa résilience à la détermination à jouer la carte de la réforme s'en trouve forcément émoussée.

Les choix qui sont annoncés concernant-ils le fond de la réforme ou y a-t-il seulement une stratégie d'affichage en vue des manifestations ?

Il y a hésitation à la fois sur la forme et le fond. Dans un rapport de forces, tout fluctue. Pour le gouvernement, deux objectifs immédiats : montrer qu'il ne tremble pas, n'entend pas céder et contrôler la situation malgré l'annonce de la vague sociale ; s'efforcer par des amendements à son projet de fissurer le front syndical, notamment en s'appuyant sur la CFDT dont la branche cheminot, faut-il le rappeler, a déposé un préavis de grève. Le séminaire gouvernemental de ce dimanche vise à montrer un pouvoir mobilisé pour réduire pour une part l'impact de la grève et d'autre part pour offrir l'image d'un exécutif ramassé sur lui-même, disposé à négocier, sous réserve de ne pas baisser la garde sur l'essentiel de son projet. La communication intériorise en fin de compte l'état de la situation, elle ne change en rien ce dernier. Ce sera in fine l'opinion qui arbitrera entre l'exécutif et le front du refus qui se lève. Pour les uns comme les autres, il s'agit aussi de ne pas perdre la face, d'éviter une défaite en rase campagne. La séquence qui commence enfin révèle l'extrême polarisation de la société française : " une montée aux extrêmes " aurait dit Clausewitz...